

Nous ne pèserons que par nos luttes

1. **Le patronat pense aujourd'hui que le moment est venu d'inverser durablement le rapport des forces** qui a permis l'instauration de lois sociales, de la protection sociale, de salaires et d'emplois stables encadrés par des négociations collectives, matérialisées par les conventions collectives.

Il agit en conséquence, par la destruction massive d'entreprises et d'emplois notamment. La compétitivité se traduit par la compétition à qui détruira le plus de postes de travail.

Son impératif est simple : après l'éclatement de la crise financière et la crise de surproduction industrielle, ses profits doivent être maintenus. Il ne s'agit pas pour lui de préparer une sortie de crise à sa façon, mais de sauvegarder à court terme ses intérêts au détriment du Travail.

C'est pourquoi tous les rendez-vous nationaux inscrits à l'agenda de la conférence sociale de juillet portent sur l'essentiel. Il est aujourd'hui hasardeux de parler de négociations nationales, tant ces rendez-vous se tiennent sur la base des seules revendications du Medef et de ses alliés.

- La notion de cotisations patronales à la Sécurité sociale est attaquée pour assurer leur transfert à la charge des salariés.
- L'existence d'un contrat à durée indéterminée et d'un salaire fixe et stable qui en découle est mise en cause.
- La rémunération du Travail est opposée aux profits du Capital, de façon que les positions conquises par le patronat ne soient pas touchées (partage de la valeur ajoutée au profit du Capital, fiscalité avantageuse pour les grands groupes et les riches, évasion libre des capitaux dans les paradis fiscaux tout proches, exonérations fiscales et sociales en tout genre, position privilégiée de l'actionnaire par rapport au producteur, etc.)

2. **Le Ayrault nouveau est arrivé le 6 novembre !**

La même majorité, celle qui prévaut à l'Assemblée nationale, au Sénat, à l'Élysée, dans la plupart des conseils régionaux et généraux, ainsi que dans nombre de villes, a choisi comme acte fondateur de son arrivée au pouvoir de rendre les clés de la gestion de la démocratie à l'Union européenne, fondée sur un Traité européen dédié à la finance. Le budget, c'est-à-dire le cœur de la souveraineté républicaine, est aliéné aux mécanismes européens d'austérité. Les licenciements sont approuvés par delà les Montebourades qui font long feu.

Au prétexte d'un rapport patronal baptisé « Gallois », rédigé en fait par le Medef et l'UMP le gouvernement entreprend le transfert de la fiscalité patronale, puis bientôt des cotisations patronales, vers l'impôt auquel le peuple entier est soumis. Car la hausse de la TVA (de 19,6 à 20%), l'impôt le plus injuste, ne punit pas seulement les contribuables mais tous les consommateurs, compris ceux qui ne sont pas imposables ! « *Aucune hausse de la TVA ne peut être sociale (...)* Si je suis élu président de la République, ces hausses seront annulées. », disait François Hollande à Politis, le 13 avril 2012. Autant en emporte le vent libéral...

Mais il va beaucoup plus loin que la hausse de la TVA : Ayrault, présentant les mesures Gallois le 6 novembre à la presse, indique :

« La France doit agir sur l'ensemble de ses coûts de production :

- Sur le coût du travail, par rapport à nos principaux concurrents européens, car les coûts salariaux entre France et Allemagne ont divergé (...)

Dans cet objectif, le gouvernement a décidé de retenir une première mesure, massive, et sans précédent, l'allègement de 20 milliards d'euros du coût du travail (...) Il portera sur les salaires compris entre 1 et 2,5 fois le SMIC. Cela représente l'équivalent d'une baisse d'environ 6% du coût du travail (...) Ces 20 milliards d'euros seront financés, pour 10 milliards par des économies supplémentaires dans les dépenses publiques, et pour 10 milliards par la restructuration des taux de TVA et la fiscalité écologique. C'est d'abord en réduisant les dépenses publiques que nous financerons la première moitié de l'effort. La France doit s'engager dans un effort national de réformes structurelles, afin de réaliser des économies durables.

L'Etat doit également faciliter l'entrepreneuriat en simplifiant l'environnement réglementaire et fiscal. Car la préoccupation des chefs d'entreprise au quotidien, c'est la complexité et l'instabilité des normes. »
Nous simplifierons dès 2013 5 démarches administratives essentielles pour les entreprises. »

Le Medef ne dit pas autre chose. Voilà pourquoi les contacts avec le gouvernement sont aujourd'hui vains : il a pris le parti du libéralisme. Donc de ne pas passer par la négociation, mais par son simulacre.

Que manque-t-il aux salariés pour se faire entendre, bloquer l'offensive en cours et reprendre l'initiative ? Des luttes d'ampleur nationale et des objectifs revendicatifs et alternatifs déterminés, clairs, qui permettent d'augmenter la capacité d'entraînement du syndicalisme et de reconstruire un rapport des forces qui leur soit favorable.

3. Renforçons et intensifions nos luttes et nos actions

Nos syndicats sont dans la lutte, dans l'action.

A. Mais quand une finit, une autre s'annonce sans délai.

A peine l'existence de *Paris Normandie* assurée par la reprise du duo Elie Huertas, les menées du groupe Hersant continuent avec l'aval du gouvernement : le pool bancaire conduit le bal, Hersant reçoit le feu vert du gouvernement pour vendre à Rossel le pôle Cap. Un autre repreneur aujourd'hui anonyme attend son heure pour les titres du Sud, *Nice Matin* et *La Provence*, en passe d'être jetés sur le trottoir des ventes. Filipetti avait affirmé à une délégation Filpac avant l'été que le gouvernement serait dur avec Hersant. Il le cajole. Du coup, Rossel s'appête à tailler dans les effectifs tant à La Voix du Nord que dans le pôle CAP, car ce groupe applique à la presse un Excédent Brut d'Exploitation à deux chiffres, 10% ! Ce processus de braderie de GHM à peine réarmé que se profilent de violentes attaques dans le groupe Sud Ouest.

- A l'exemple du 4 juillet 2012, malgré les difficultés réelles d'organiser cette grève, force est de constater qu'une des occasions où les syndicats de la Filpac CGT ont pesé, c'est par cette action nationale. Voilà pourquoi, sur la base des actions syndicales permanentes dans les différents titres, l'issue passe par la construction d'un mouvement national qui impose une négociation globale sur la presse.

B. La mise en cause de l'existence de Presstalis relève de la rupture libérale organisée par Sarkozy et par le désengagement de Lagardère.

Il s'agit bien d'un épisode majeur de destruction des aides à la presse. C'est bien le système qui est visé, offrant aux éditeurs un tarif péréqué et à tous un moyen de diffusion en tout point du territoire. Cette question de fond va bien au-delà du plan actuel de licenciements que tente d'imposer la direction de Presstalis.

Or le rapporteur pour avis sur les aides à la presse à l'Assemblée nationale rend un rapport le 24 octobre qui veut ouvrir pour l'année à venir toutes les questions des subventions allouées aux entreprises d'information. Voilà qui nous conforte pour relancer un débat central sur l'information, couronné par une loi fondamentale.

- Dans les semaines et mois qui viennent, la Filpac CGT et ses syndicats émettent toutes les analyses et élaborent toutes les propositions nécessaires pour peser dans le débat à venir, que demande le rapporteur Français. La Filpac CGT saisit cette opportunité pour mettre en cause le détournement des fonds publics, la mainmise des groupes industriels et financiers, les choix stratégiques désastreux et la logique capitaliste qui détruit l'information et sa fonction démocratique.
- C. Dans la filière papetière, les conflits s'accumulent : Stracel UPM, La Moulasse Schweitzer Mauduit, Stora Enso Corbehem, etc.

Le cas de Stora Enso est éloquent : Le 25 octobre 2012, lors d'un comité d'entreprise extraordinaire, la direction annonçait son intention de céder l'usine de Corbehem. Cette décision n'est pas soumise au vote des salariés, la décision patronale ne l'est jamais. C'est même un principe fondamental chez les patrons : eux et eux seuls décident. Pourtant la direction, ayant manifestement fait un stage de communication patronale en entreprise, lance une opération de séduction : « *Bon d'accord, le pire est à venir* », dit-elle, « *mais nous vous demandons votre avis manière de vous préparer à l'issue fatale, la cession* ».

Un peu comme si les passagers montant à bord du Titanic recevaient un manuel de bon comportement avant le naufrage inéluctable. Depuis cette date du 25, la direction envoie ses représentants prêcher la bonne parole patronale : "*Cette cession pourrait être une bonne opportunité*", répètent-ils. Opportunité pour qui ? Il s'agirait d'adhérer au projet d'un groupe qui veut faire des affaires sur le dos de la vente de l'usine, en sacrifiant les emplois. Mais avec le consentement par avance des salariés ! La manœuvre est grosse : pendant la période d'étude patronale de faisabilité de la cession, les salariés devraient être consentants : les uns commenceraient à envisager leur reconversion, les autres spéculeraient sur l'espérance d'un hypothétique pactole, le chèque de sortie, d'autres enfin se laisseraient aller à l'attente passive du naufrage.

- Les buts généraux de notre syndicalisme Filpac CGT doivent être explicités en permanence devant les adhérents et les salariés. Notre action ne saurait se réduire à la recherche du meilleur montant du chèque de sortie vers le chômage.

Voilà surtout pourquoi les objectifs déterminés d'un mouvement national pour les emplois et contre les plans patronaux de casse industrielle doivent être mis en place par toute la Filpac CGT, de façon à fournir aux salariés une alternative crédible, solidaire et collective d'action.

D. Réussir le 14 novembre

L'agenda européen des actions de la CES a déterminé un 14 novembre contre l'austérité et pour l'emploi, auquel semble se rallier une CFDT gourmande de compromis historique avec le patronat et le gouvernement.

Pour autant nous avons intérêt à nous saisir du 14 novembre comme une date contre l'austérité pratiquée par le gouvernement Hollande, contre les licenciements massifs et pour une politique sociale au service du Travail. C'est notre seul moyen de nous faire entendre.

Sur quelle base allons-nous au 14 novembre ?

Sur la base de nos luttes : toutes les entreprises doivent faire valoir leurs revendications dans les cortèges sous forme de banderoles explicites

Sur la base de revendications précises :

- Arrêt immédiat des licenciements,
- Défense de la protection sociale, taxer le Capital, ses dividendes et ses profits et non le Travail.
- Que la majorité élue gouverne pour le peuple et non pour le patronat.

E. S'adresser aux adhérents et aux salariés

La peur, l'incertitude du lendemain se mêlent à la confusion résultant du formidable matraquage de médias aux mains des patrons qui en défendent les intérêts et les revendications.

Les syndicats de la Filpac CGT sont appelés par le CEN à multiplier les explications aux salariés, à tenir des assemblées d'adhérents et des assemblées générales. Ces assemblées peuvent recevoir, selon l'avis du syndicat, l'aide du CEN et du secrétariat.

En tout cas, il est indispensable d'entrer dans la mêlée pour remplacer l'atmosphère de peur par une volonté collective d'action en défense des revendications collectives.